

Les CPJ et les codirections de thèse – Cadrage -juillet 2023

Proposition au CAC

Il est proposé au Conseil académique de donner un avis favorable aux demandes de codirection de thèse par des personnes recrutées sur des postes de Chaires de Professeur Junior (CPJ) dans la période où ces personnes n'ont pas encore l'habilitation à diriger les recherches.

Cette demande de dérogation prend appui sur les textes créant la Chaire de Professeur Junior.

1. Création nationale de la Chaire de professeur junior

Les articles L. 422-3 du code de la recherche et L. 952-6-2 du code de l'éducation créent un nouveau type de contrat donnant vocation à la titularisation, respectivement dans les corps des directeurs de recherche et des professeurs des universités ou assimilés. Ce contrat est dénommé « Chaire de professeur junior ». L'objectif légal de la création des CPJ est de permettre à l'établissement de répondre à un besoin spécifique lié à sa stratégie scientifique ou à son attractivité internationale.

Le décret n° 2021-1710 du 17 décembre 2021 relatif au contrat de chaire de professeur junior fixe :

- les modalités de sélection et de recrutement des CPJ,
- le contenu du contrat et de la convention de recherche et d'enseignement de la personne recrutée,
- les possibilités d'évolution du contrat,
- et les conditions de la titularisation dans le corps des professeurs.

2. Possibilité pour les CPJ d'encadrer ou de co-diriger des thèses dans le décret de 2021

Les droits et obligations des personnes recrutées sous ce statut sont précisés dans le décret du 17 décembre 2021. Ces droits et obligations sont intégrés, soit dans un Contrat de CPJ (articles 12 à 15), soit dans une Convention de recherche et d'enseignement - suivi de l'exécution (articles 16 et 17).

L'article 16 du décret sur les CPJ précise en particulier le parcours de titularisation à suivre par l'agent recruté. Cela inclut notamment les engagements sur les projets de recherche, les modalités de participation à des tâches d'intérêt général, ainsi que « *l'organisation du service d'enseignement attribué à l'agent et, le cas échéant, d'encadrement de doctorants ainsi que les possibilités de codirection de thèse* » (Art. 16, 4°).

Le décret sur les CPJ parle explicitement de codirection de thèse et non pas de direction de thèse. Les personnes recrutées sur des chaires de professeur junior ne peuvent donc pas diriger seules des thèses. En revanche, le décret ne subordonne pas la codirection à la détention d'une habilitation à diriger les recherches.

3. Obligation contractuelle pour les CPJ d'UCA de passer l'HDR pour être titularisé dans la fonction de Professeur

A Université Côte d'Azur, les droits et obligations des personnes recrutées sont intégrés dans le Contrat de Chaire de Professeur Junior. Le contrat reprend les éléments du décret de 2021 sur les CPJ. Au titre des activités de recherche, il est fixé comme objectif à l'agent contractuel « d'encadrer ou co-encadrer des doctorants et des postdoctorants » (article 5).

Au sens du décret il faut entendre ici l'objectif d'encadrer et de codiriger des doctorants.

Ainsi, les agents contractuels CPJ, en vertu du statut qui leur est conféré par les textes et en application de leur contrat peuvent encadrer et codiriger des thèses, indépendamment de la détention d'une habilitation à diriger des recherches.

C'est la raison pour laquelle l'établissement souhaite acter que les agents contractuels titulaires d'une CPJ - dont le dossier a par ailleurs déjà été expertisé scientifiquement- sont dispensés de demander au Conseil académique l'autorisation dérogatoire pour co-diriger des thèses s'ils ne sont pas titulaires de l'HDR.

Il convient de préciser qu'Université Côte d'Azur a subordonné la titularisation (sur un poste de Professeur des universités) de l'agent contractuel à l'obligation de soutenir son HDR.

Dans tous les cas, s'agissant d'une codirection, il faut conserver à l'esprit que l'autre co-directeur sera en principe habilité à diriger les recherches ou, à tout le moins, bénéficiera d'une dérogation du Conseil académique.

4. Nombre de thèses pouvant être co-dirigées par les CPJ

Il est proposé de s'aligner sur le nombre de directions et codirections voté en CAC le 13 janvier 2022 pour tous les encadrants HDR, à savoir :

- un encadrant ne peut avoir un taux de direction ou codirection global supérieur à 600 % avec un dépassement dérogatoire de 200 %.
- le nombre de doctorants dirigés ou co-dirigés simultanément ne doit pas dépasser 10 au total.

Les écoles doctorales peuvent déroger à la règle dans un sens restrictif uniquement. Actuellement 4 écoles doctorales ont des règles plus strictes (STIC, SVS, SFA, SMH) :

	Encadrements 100 %	Dépassement 100 %	Total
DESPEG	6	2	8
SHAL	6	2	8
STIC	4	0	4
SVS	4	2	6
SFA	4	2	6
SMH	3	1	4